

*Initiatives ministérielles*

Le porte-parole de notre parti a discuté avec le secrétaire d'État. Je ne puis parler au nom du NPD, mais j'espère que les mêmes discussions se déroulent là aussi. Le NPD a un excellent amendement.

Notre porte-parole a proposé un excellent amendement qui assurerait que nous participerons à l'avenir à un effort militaire international pourvu qu'il soit placé sous le commandement de l'ONU. Notre pays acquerrait alors de la crédibilité. Si nous adoptions une telle résolution entérinée par tous les partis, imaginez à quel point cela remonterait le moral de nos militaires qui sont là-bas et qui y risquent leur vie à l'heure actuelle. Imaginez quel appui cela donnerait à l'ambassadeur Yves Fortier qui parle au nom de notre pays. Je le félicite d'ailleurs de si bien représenter notre pays.

Je me trouvais aux Nations Unies au début de l'année. J'ai demandé si les Nations Unies prêtaient attention aux résolutions ou aux motions qui sont adoptées ici à la Chambre des communes. On m'a répondu que oui, s'il s'agissait de motions ou de résolutions entérinées par tous les partis. Elles en tiennent compte.

Nous en avons eu l'exemple à la Chambre juste après la crise de la Place Tian'anmen. Nous avons négocié entre les trois partis une résolution qui a obtenu l'appui unanime et dont le monde a tenu compte.

Je tiens à dire au gouvernement qu'on ne joue pas à la roulette russe avec la vie des Canadiens qui servent dans l'armée canadienne.

Les militaires canadiens veulent savoir sous quel commandement ils serviront à l'avenir si le conflit s'aggravait. Le gouvernement nous répond que les militaires canadiens sont sous commandement canadien. Tout le monde sait sûrement qu'il doit y avoir un commandement de coordination autorisé par les Nations Unies. Nous donnerions alors notre entier appui.

Si la crise du golfe Persique peut se régler sans qu'il y ait une guerre, si les Nations Unies et tous les pays participants qui appuient les résolutions de l'ONU peuvent forcer Saddam Hussein à se retirer du Koweït et à restaurer un gouvernement légitime au Koweït, en adoptant des sanctions plutôt qu'en faisant la guerre, ce serait la plus belle de toutes les victoires, une victoire pour cette grande institution que sont les Nations Unies, une victoire pour tous les pays qui appuient les principes des Nations Unies, mais surtout une victoire pour le peuple du Koweït.

J'espère que ce gouvernement aura tiré quelques leçons de la crise internationale du golfe Persique, ainsi que de la crise nationale d'Oka que nous avons vécue cet été. Leçon numéro un, rappeler le Parlement. Face à une crise mondiale de cette ampleur et au fait que nos forces armées vont être appelées à y prendre part, il me semble, pour l'amour du ciel, que rappeler le Parlement, s'il ne siège pas, est la première chose à faire.

Leçon numéro deux, le gouvernement doit se confier à tous les partis. Il doit se confier au Comité permanent des affaires étrangères et au Comité permanent de la défense nationale. Il doit se confier aux Canadiens. Le gouvernement ne l'a pas fait. Si par contre, il l'avait fait et était parvenu à une résolution représentant tous les partis, le gouvernement aurait alors fait belle figure, le Canada aurait joué le beau rôle sur la scène internationale et, une fois de plus, notre pays aurait montré qu'il est le chef de file pour ce qui est du maintien de la paix.

Il y a à peine plus d'une semaine, nous avons inauguré la statue de Lester B. Pearson, ancien premier ministre. Les membres des trois partis étaient venus applaudir cette cérémonie. Nous pouvons aller plus loin encore que ne l'aurait imaginé Lester B. Pearson et, au lieu de nous contenter de maintenir la paix, nous pourrions peut-être aller plus loin et ramener la paix. Ce n'est pas ce qu'ont dit le premier ministre ou le secrétaire d'État. Quelles négociations se déroulent aux Nations Unies, dans les coulisses, pour montrer que le Canada veut continuer à jouer son rôle qui est de maintenir la paix, mais qu'il peut jouer un rôle de médiateur pour ramener la paix parce qu'il est respecté par toutes les parties impliquées dans un conflit.

En tant qu'ancien éducateur, je voudrais orienter ce débat dans une direction différente. Nous nous souvenons tous des veillées aux chandelles qui se sont déroulées, il y a quelques semaines, dans le monde pour célébrer le Sommet mondial de l'enfance, les 29 et 30 septembre. Ces veillées visaient à nous rappeler à tous que 20 000 à 40 000 enfants meurent chaque jour de malnutrition ou de maladies causées par la malnutrition, que cette malnutrition résulte des politiques malavisées des gouvernements locaux, des difficultés économiques imposées par les intérêts internationaux ou simplement des guerres, celles qui durent depuis si longtemps qu'on ne se rappelle plus quand elles ont débuté, et celles qui viennent de commencer et qui laissent derrière elles tant de destructions et de dévastations qu'il est difficile pour